

POUR FAIRE RECULER LES INÉGALITÉS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET TERRITORIALES, DES CANDIDATES ET CANDIDATS S'ENGAGENT



Gabriel Massou

Conseiller régional - Professeur, PCF, Villeneuve-la-Garenne

«L'enjeu des élections régionales du 14 mars est capital pour le devenir de notre région, pour la vie demain en Ile-de-France.

Le gouvernement, par la réforme des collectivités locales, la réforme du mode de scrutin, la suppression de la taxe professionnelle et le projet du Grand Paris veut imposer un type de développement et de fonctionnement qui assure le libre développement de la spéculation, la privatisation des entreprises et services publics et la mise à disposition de quelques «pôles d'excellences» de toutes les ressources, de tous

les moyens de l'Etat et des collectivités.

Loin de résorber la pauvreté, de réduire les inégalités et les discriminations ce projet va les faire exploser en construisant une région très dure, invivable pour la grande majorité.

La gauche en Ile-de-France doit relever le défi !

Nous pouvons, nous devons mettre en échec le projet de la droite et construire une région solidaire, écologique, citoyenne.

Pour cela les compromis avec le gouvernement et une partie de la droite ne sont pas de mise !

Vous avez besoin d'une gauche régionale bien à gauche, qui refuse et s'oppose aux diktats gouvernementaux, qui mobilise les forces vives, les usagers, les jeunes, les salariés, les populations.

Une gauche qui décide enfin de «mettre le paquet» dans les territoires qui en ont le plus besoin. Le scrutin du 14 mars est un rendez-vous essentiel.

Ne laissez pas les électeurs de Neuilly et de Passy décider de votre avenir : Votez !

Votez pour la liste «Ensemble pour des régions à gauche» conduite par Pierre Laurent !

C'est un vote qui dit radicalement «NON» au projet de la droite.

C'est un vote pour des élus qui porteront vos aspirations, vos projets, vos luttes en toutes circonstances.»



Thierry Guigui

Infirmier APHP, syndicaliste, Pers., Boulogne

«Nous vivons dans une société qui n'est pas loyale avec ses membres les plus fragiles. Mon engagement, c'est celui de devenir acteur du changement, car il n'y a pas de fatalité, comme l'a montré la lutte dans mon hôpital et l'amélioration des conditions de travail et d'accueil des patients que nous avons gagnée. Ma voix porte un espoir, pas une utopie ; rejoindre le Front de Gauche, c'est pour moi le choix de construire une vraie alternative, avec des solutions audacieuses, pour agir dans l'intérêt de tous.»



Brigitte Riéra

Responsable d'un site de formation universitaire, Pers., Antony

«Ma candidature prend sens dans le contexte actuel de l'éducation et de la formation. Le département vit depuis quelques mois au rythme de la réforme accélérée de la formation des enseignants après celle du passage à l'autonomie des universités. Deux sites de formation des enseignants s'imposaient depuis des années : Gennevilliers ouvre enfin son premier pôle d'enseignement supérieur ! Il est inconcevable qu'Antony perde simultanément son site de Val de Bièvre, en parfait état de fonctionnement, un site que veut récupérer le Conseil général. Or, le département a besoin de ce double ancrage universitaire.»



Charles Caprani

Retraité, M'pep, Bourg-la-Reine

Le taux d'abstention est souvent très élevé aux élections régionales (39,6% en 2004), et est en partie le fait des classes populaires désorientées par les promesses non tenues.

Le M'PEP Mouvement Politique d'Education Populaire, a pour objectifs de re-politiser les citoyens et de contribuer à la création d'une grande force politique vraiment à Gauche.

Nous engageons donc l'immense majorité des citoyens, non privilégiés, à accomplir leur devoir civique le 14 mars et à voter pour la liste «Ensemble avec le Front de Gauche» qui rassemble la vraie

gauche. Ainsi, nous ferons des régions des pôles de résistance et de propositions alternatives aux politiques libérales.



Camille Barré

Militante anti-discriminations - résecau LGBT, PCF, Rueil-Malmaison

«Mon engagement et ma participation au front de gauche élargi, porte sur la mise en éclairage évidente de toute une série de discriminations absolument scandaleuses qui gangrènent les relations sociales, source de souffrances que je combats depuis des années et dont notre peuple pourrait faire l'économie. Comment accepter que certains d'entre nous puissent ne pas avoir les mêmes droits, le même traitement en raison de leur origine ethnique, sociale, culturelle et amoureuse, de leur genre revendiqué, le sexisme étant la clef de voûte, de toutes les formes de discriminations. Comment accepter dans notre pays, que l'emploi, l'accès à un logement, le droit

puissent être sanctionnés par des préjugés, des croyances dont une droite réactionnaire en place depuis des années porte le flambeau. C'est bien à cela que nous devons nous attaquer avec détermination par toute une série de mesures sur le plan local, régional et national avec toutes les forces de gauche de progrès. Je crois au dialogue, à l'enrichissement de nos différences mais quand cela est nécessaire à des mesures coercitives qui contraignent à plus de mesure et de respect. C'est un choix politique qui s'intègre parfaitement à un projet de société ambitieuse que j'appelle de mes vœux.»



Anne Debregeas

Chercheuse Energie - syndicaliste, Pers., Antony

«Comme syndicaliste à EDF et GDF-Suez, j'assiste à la destruction progressive du service public de l'énergie, au déclin des usagers, des salariés et de l'environnement. Le «mur libéral», au service des seuls actionnaires, refuse l'évidence de l'échec de cette libéralisation, refuse d'entendre les usagers et les salariés.

Mon engagement avec le Front de Gauche prolonge mon combat quotidien pour un retour dans la sphère publique des secteurs essentiels à la vie, comme l'énergie, l'eau, la santé...»



Claire Villiers

Conseillère régionale - Membre du conseil d'orientation de la Fondation Copernic, Alt. Cit., Asnières-sur-Seine

«Le Président Sarkozy agit pour la France comme a agit le président du Conseil général des Hauts-de-Seine Sarkozy. Dans notre département la richesse côtoie sans honte aucune la misère la plus noire ; 14 villes ne respectent pas les 20% de logements sociaux alors que les demandeurs de logement dépassent les 80 000. 60 000 personnes environ peuvent prétendre au RSA, 33 000 sont des salariés

pauvres ! La région ne pourra jamais remplacer l'intervention de l'Etat mais nous pouvons agir contre la spéculation foncière, pour réduire le coût des transports, pour participer au financement de construction de logements. Elu-e-s nous agissons pour soustraire tout ce qui est possible à la dictature des marchés en défendant les services publics, en soutenant toutes les formes d'économie sociale et coopérative, pour répondre aux besoins de la population. Nous prendrons des mesures pour donner davantage aux villes pauvres, nous combattons avec détermination les inégalités et les discriminations. Nous voulons des politiques régionales offensives et nous n'accepterons pas les diktats, fussent-ils ceux de la «Société du Grand Paris». Rien de tout cela ne peut se faire sans vous, pour que nous soyons élu-e-s nombreux et nombreuses, pour agir ensemble tout au long du mandat.»



Didier Dreyfuss

Animateur de l'Appel des Appels - Chef de service réanimation - Professeur de Médecine, Pers., Colombes

«Je ne cesse de voir la dégradation tant de l'université que de l'hôpital. L'université est ouvertement méprisée par le président de la République qui prétend qu'on n'y fait pas de recherche de qualité et l'hôpital est étranglé par des réformes qui n'ont aucun sens médical mais une simple visée d'économies à court terme.

Bien qu'ayant toujours voté à gauche, je ne m'étais pas engagé auparavant. Il me semble qu'il est temps de le faire pour ne pas voir disparaître le système de santé dans lequel je travaille depuis plus de trente ans et qui suscite l'admiration de bien d'autres pays.»



Jean-Louis Le Bourhis

Postier, syndicaliste, Alternatifs, Colombes

«Les Alternatifs ont pour volonté la construction d'un rassemblement sans exclusive pour la transformation sociale et écologique. A travers les listes «Ensemble pour des régions à gauche...», en particulier en Ile-de-France, un rassemblement, malheureusement encore partiel, s'est affirmé. Pour nous, ces élections sont l'occasion de battre la droite et de développer une gauche audacieuse, pesant sur la gauche sociale libérale.

ENSEMBLE, nous pouvons redonner confiance pour contrer la politique d'austérité qui s'annonce, la casse des services publics et de la protection sociale.

ENSEMBLE, nous pouvons favoriser une dynamique populaire des luttes aux urnes ; des urnes aux luttes.

ENSEMBLE, nous pouvons oser et esquisser un projet émancipateur social, écologique, démocratique dans les régions :

- qui aide prioritairement l'économie sociale et solidaire, les reprises d'entreprise par les salariés et non les grosses entreprises qui encaissent et licencient ;
- qui entame la reconversion écologique de notre société, notre économie : démarche Haute Qualité Ecologique (HQE) élaborée et mise en place avec les citoyens ; mixité entre urbanisation et biodiversité ; gestion publique et écologique de l'eau ;
- qui libère et fait appel à la parole citoyenne : démocratie active en associant systématiquement les citoyens aux grands projets : infrastructures, transports..., recours aux référendums comme pour La Poste.

Le 14 mars battre la droite dans les régions, faire mieux et ensemble c'est voter pour la liste «Ensemble pour des régions à gauche solidaires, écologiques et citoyennes».



Marie-Jo Ehrard-Weil

Militante associative défense logement social étudiant, Pers., Fontenay-aux-Roses

«Le nombre de mal-logés ne cesse de croître en France et les listes d'attente de logements en HLM s'allongent. La situation de pénurie est encore accentuée pour les étudiants en Ile-de-France et, parmi eux, les boursiers. On sait que l'impossibilité de se loger dans des conditions décentes est un des facteurs conduisant bon nombre

d'étudiants à abandonner leurs études. Dans ce contexte il est urgent de construire des logements accessibles financièrement et de réhabiliter le parc existant au lieu de programmer, comme à Antony, des destructions. Il me paraît indispensable de s'opposer à la politique menée dans le département et de répondre enfin aux besoins des plus démunis.»



Bruno Antzenberger

Etudiant, GU, Clamart

«Le gouvernement a pour volonté de détruire les conditions de vie et d'éducation de la jeunesse. Dans notre département, la droite détruit la résidence universitaire d'Antony, alors que les logements manquent. La droite n'a de cesse de casser le service public et notamment le système éducatif pour pouvoir modeler la jeunesse à sa façon. Après l'Université, Valérie Pécresse tête de

liste UMP, mettra en œuvre la même logique pour les lycées. Les élus du Front de Gauche proposeront un autre modèle qui favorise l'éducation, l'accès au logement pour tous, des lycées de bonne qualité pour tous.»

DES PROPOSITIONS POUR REPENDRE A L'URGENCE SOCIALE, ECOLOGIQUE ET DEMOCRATIQUE

DES TRANSPORTS PARTOUT ET POUR TOUS

Nous refusons l'ouverture à la concurrence des transports collectifs. Nous agissons pour que la Région contribue à l'édification d'un pôle public des transports publics. Pour cela, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et les entreprises publiques (RATP, SNCF, RFF) travailleront en coopération. Nous exigeons une participation et un pouvoir réel des usagers et salariés. La part de budget des ménages consacrée au transport va de 7% à Paris à 25% en banlieue et **45% des populations et 34% des emplois ne sont pas desservis par des stations du réseau ferré dans la petite couronne**. Le gouvernement, qui a géré les transports jusqu'en 2006, ne participe qu'à 5 % du total des investissements. Ce désengagement ne permet pas de répondre aux besoins croissants de transport et fait reporter sur la population le coût des investissements.

Nous proposons :

- **Une zone unique tarifaire pour les transports collectifs au prix de la zone 1-2**. Par exemple pour les résidents des Hauts-de-Seine de la zone 3 (63 € par mois) en proposant un tarif unique à 56 € cela représente une réduction à la hauteur des dysfonctionnements du réseau ; l'extension de la gratuité aux chômeurs, aux travailleurs précaires et aux jeunes.

- **Un plan d'investissement dans les transports collectifs** : rénovation de toutes les lignes RER et Transilien ; prolongement de lignes de métro ; maillage complet du territoire par des tramways et transports en commun en site propre et création de 3 000 kilomètres de nouvelles pistes cyclables.

- **Le développement immédiat de l'offre de transports sur 250 lignes de bus à haut niveau de service et avec des fréquences de 5 à 10 minutes en heures de pointe.**

- **L'ouverture des comités de lignes aux représentants des organisations syndicales et des associations d'usagers.**

NOUS PORTONS POUR LES HAUTS-DE-SEINE :

- **Le dédoublement de la ligne 13 et le prolongement de la ligne 4 jusqu'à Bagneux**
- **La modernisation des lignes de RER**
- **La réalisation du tramway pour desservir Gennevilliers (habitants et zone d'emplois)**

UN LOGEMENT DE QUALITÉ À UN COÛT ABORDABLE ET PARTOUT

Nous nous engageons pour la construction en Ile-de-France de 100 000 logements, dont 50 000 pour le logement social par an. **Nous exigeons le respect de la loi SRU et nous agissons pour la suppression des subventions de la Région aux communes qui ne respectent pas cette loi**. Si les 14 communes de notre département en infraction avec la loi SRU (20% de logements sociaux par ville) construisaient des logements sociaux, de très nombreux Alto-séquanais pourraient en bénéficier.

Nous déclarerons la Région territoire anti-expulsion.

Aujourd'hui les ménages modestes consacrent 40% de leurs revenus pour les dépenses de logement.

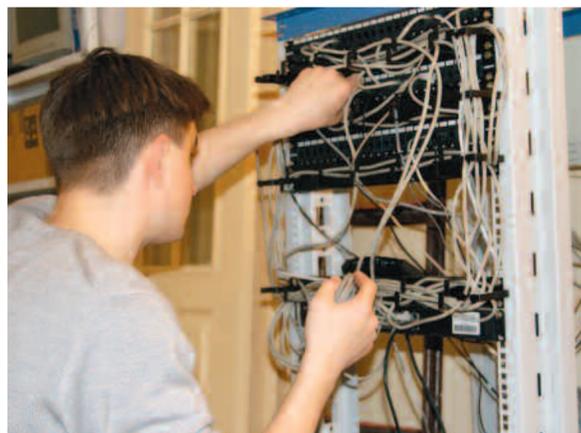


Transports, logement, emploi, formation, environnement, écologie... des priorités pour mieux vivre en Ile-de-France.

Nous proposons la revalorisation de l'allocation logement, le renforcement de l'aide de la Région pour les programmes présentant plus de 30% de logements sociaux, un programme important de logements sociaux pour les étudiants. **Nous exigeons** les retraits de la loi Boutin et du décret d'application de surloyer. **Nous lutterons contre la spéculation en donnant à la Région les moyens de maîtriser le foncier.**

NOUS PORTONS POUR LES HAUTS-DE-SEINE :

- **Nous refusons de voir détruite la moitié de la Résidence Universitaire d'Antony et exigeons sa réhabilitation fin qu'elle conserve ses capacités d'accueil sur site.**
- **La création d'hébergements d'urgence supplémentaires** (femmes victimes de violences, sans-abri, accidents de la vie).



CRÉER DES RICHESSES, DE L'EMPLOI ET DÉVELOPPER LA FORMATION

Nous plaçons l'emploi et la formation au cœur de l'action de la Région avec une autre façon d'entreprendre, de produire pour répondre aux besoins humains. L'égalité femme-homme en matière de salaires, de déroulement de carrière et de conditions de travail sera une action prioritaire. **L'Ile-de-France doit porter l'ambition d'un renouvellement et d'une maîtrise des filières industrielles, agricoles et de services.**

- **Nous agissons pour la réalisation d'un plan de mobilisation régional pour l'emploi et la formation**. Un fonds régional doit mobiliser le crédit détourné par les banques au seul profit de la finance.

- **Nous avons l'ambition de créer un nouveau service public de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle**. Ce service s'adresserait aux jeunes, aux demandeurs d'emploi, aux salariés.

NOUS PORTONS POUR LES HAUTS-DE-SEINE :

- **Le refus de l'extension du quartier de la Défense et la fin des transferts, à titre gracieux, de terrains voués à la spéculation immobilière**
- **Un aménagement équilibré en recherchant solidarité et complémentarité**

DU CONCRET POUR L'ENVIRONNEMENT

L'écologie n'a rien de neutre, nous la concevons comme résultant de choix politiques. Ces choix vraiment ancrés à gauche viseront notamment les questions de l'air, de l'eau, des espaces verts et concerne également la relocalisation de certaines productions, pour promouvoir une économie aux activités diversifiées, plurielles et coopératives dans laquelle elles se réapproprient leurs richesses et ressources locales..

La pollution de l'air due aux émanations de CO² des transports routiers peut être combattue au niveau régional par :

- **le ferroutage** qui éviterait à la région de voir circuler des dizaines de milliers de camions passant par le nœud de l'Ile-de-France ;
- **une politique du logement** et des créations d'emplois qui rapprochent les uns des autres ;
- **le développement des transports en commun** accessibles à tous ;
- La réalisation d'un bilan carbone et d'un plan climat qui contribue à la réduction, pour 2020, de 30 à 40% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

Pour l'eau, outre la nécessité d'un grand service national de toutes les énergies (eau, gaz, électricité), on recherchera, tout de suite, **les coopérations intercommunales dans les Hauts-de-Seine pour passer à une gestion publique et écologique de l'eau.**

NOUS PORTONS POUR LES HAUTS-DE-SEINE :

- **Le refus du projet visant à transformer les bords de Seine en autoroute urbaine (RD7)**
- **Enrayer la spéculation foncière et rapprocher l'habitat de l'emploi**
- **Mettre en place des indicateurs de bien vivre**
- **Financer le retour en Régie publique de l'Eau**

Au grand Paris de la finance et de l'inégalité voulu par le chef de l'État, il faut substituer une grande concertation avec élus et populations pour un projet solidaire, écologique et citoyen.

L'argent existe !

- Réaffirmer la responsabilité des entreprises vis-à-vis des territoires pour leur développement et des populations qui y vivent pour leurs droits et leur dignité. Cela passe par une fiscalité locale rénovée, plus redistributive.
- Réorienter le crédit pour le mettre au service d'une nouvelle croissance, d'un nouveau mode de développement, par la création d'un pôle public financier.
- Le gouvernement doit supprimer le bouclier fiscal, les cadeaux aux plus fortunés et aux spéculateurs.
- Engager une réforme d'ampleur de la fiscalité nationale et locale, afin qu'elles soient véritablement progressives, qu'elles tiennent compte de tous les revenus des personnes.

Vous retrouverez l'ensemble des propositions de la liste sur le site www.ensembleagauche.fr

LES RENDEZ-VOUS

Jeudi 18 février 18h30

Gennevilliers

Espace des Grésillons

Avec **Pierre Laurent**, tête de liste pour l'Île-de-France

Jacques Bourgoïn et Sandrine Hertig

Jeudi 18 février 19h30

Nanterre

Salle des Congrès - l'Hôtel de Ville

Avec **Pierre Laurent**, tête de liste pour l'Île-de-France

Pascale Le Néouannic, Guy Burgel et Claire Villiers

avec la participation de **Martine Billard**

députée écologiste, porte-parole du Parti de Gauche

Dimanche 7 mars 12h

Banquet de Malakoff

Salle des Fêtes Jean-Jaurès (51bd G.-Péri)

Jeudi 11 mars 19h30

Bagneux

Salle des Fêtes Léo-Ferré

Avec **Pierre Laurent**, tête de liste pour l'Île-de-France

Pascale Le Néouannic, Gabriel Massou et Claire Villiers

ILS SOUTIENNENT LA LISTE

Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes



Marie-George Buffet

Secrétaire nationale du PCF

«Ce qui nous soude et fait notre force, c'est le combat pour l'intérêt général, pour le changement. Nos listes sont 100% mouvement social, nos élus seront des boucliers contre la répression, des soutiens à tous ceux qui luttent. Le vote pour le Front de gauche sera le vote anti-Sarkozy utile, c'est-à-dire une sanction qui se transforme en action».



Jean-Luc Mélenchon

Président du Parti de gauche

«Votez avec nous, c'est voter pour un message clair et net, de résistance sociale tous azimuts. Je n'ai pas peur de dire : nous ne cherchons à récupérer aucune lutte mais nous sommes d'accord pour être récupérés par tous ceux qui veulent lutter. Nous voulons que les régions soient un point d'appui des luttes».



Christian Picquet

Porte-parole Gauche unitaire

«Hier le Front de gauche a ouvert le chemin de l'espoir à gauche, aujourd'hui cet espoir s'est élargi. Les colères sont aujourd'hui orphelines d'une gauche à la hauteur. Nous voulons rassembler tous ceux qui veulent une gauche bien à gauche, qui veulent une rupture avec le capitalisme».

DANS LES HAUTS-DE-SEINE UNE LISTE JEUNE ET COMBATIVE !

Ces femmes et ces hommes s'engagent pour faire de la région un pôle de résistance contre la droite et pour gagner de nouvelles avancées sociales pour les Franciliens et les Alto-séquanais.

Vos candidates et candidats dans les Hauts-de-Seine :

Pascale Le Néouannic

Conseillère régionale - responsable université populaire, PG, Antony

Gabriel Massou

Conseiller régional - Professeur, PCF, Villeneuve-la-Garenne

Claire Villiers

Conseillère régionale - Membre du conseil d'orientation de la Fondation Copernic, Alt. Cit., Asnières-sur-Seine

Didier Dreyfuss

Animateur de l'Appel des Appels - Chef de service réanimation - Professeur de Médecine, Pers., Colombes

Caroline Bardot

Inspectrice du travail, PCF, Nanterre

Daniel Kossowski

Cadre administratif, PG, Malakoff

Yasmine Boudjenah

1^{ère} Maire-adjointe, PCF, Bagneux

Abdelhalim Benassem

Formateur - militant associatif, Alt. Cit., Gennevilliers

Lysiane Alezard

Conseillère régionale - Conseillère municipale - Chargée de Formation, PCF, Issy-les-Moulineaux

Bruno Antzenberger

Etudiant, GU, Clamart

Brigitte Riéra

Responsable d'un site de formation universitaire, Pers., Antony

Jean-Louis Le Bourhis

Postier, syndicaliste, les Alternatifs, Colombes

Sandrine Hertig

Directrice d'école - Maire-adjointe à la culture, PG, Gennevilliers

Charles Caprani

Retraité, Mpep, Bourg-la-Reine

Camille Barré

militante anti-discriminations - réseau LGBT, PCF, Rueil-Malmaison

Thierry Guigui

Infirmier APHP, syndicaliste, Pers., Boulogne

Marie-Jo Ehrard

Militante associative défense logement social étudiant, Pers., Fontenay-aux-Roses

Jacques Célet

Militant pour la défense des Droits de l'Homme, PG, Nanterre

Nadia Allouche

Militante réseau de solidarité sans papiers, Pers., Montrouge

Sidi Dimbaga

Maire-adjoint, App. PC, Bagneux

Anne-Marie Charasz

Retraîtée - militante associative, Alternative Citoyenne, Chatenay

Gérard Aubineau

Cheminot retraité - Maire-adjoint, PCF, Clamart

Anne Debregeas

Chercheuse Energie - syndicaliste, Pers., Antony

Rodolphe Balensi

Caissier grande distribution, syndicaliste, PCF, Suresnes

Vicky Maubrey

Cadre technique informatique, Syndicaliste, app. PC, Meudon

Jean-Vincent Koster

Chargé de cours Paris X, PCF, Nanterre

Michèle Fritsch

Conseillère générale - Maire adjointe, PCF, Colombes

Jacques Bourgoïn

Maire - Conseiller général - Professeur, PCF, Gennevilliers

Catherine Margaté

Maire - Conseiller générale, PCF, Malakoff

Ne pas jeter sur la voie publique • RCS B 622 093 189

DES ÉLU-ES QUI VOUS DÉFENDRONT !

ensemble

POUR SANCTIONNER LA DROITE, POUR UNE GAUCHE OFFENSIVE, POUR FAIRE RECULER LES INÉGALITÉS, POUR DÉFENDRE LES HAUTS-DE-SEINE, POUR UNE RÉGION SOLIDAIRE !

Nom Prénom

Adresse Ville

Tél. Email

Je soutiens la liste conduite par Pierre Laurent et Pascale le Néouannic

Je souhaite participer à la campagne électorale

J'apporte mon soutien financier avec la somme de €

Chèque à établir à l'ordre de : Serge Leblond, mandataire financier

Le reçu qui me sera adressé par le mandataire financier, édité par la CNCFP, me permettra de déduire cette somme de mes impôts dans les limites fixées par la loi. Conformément à l'article L. 52-9 du Code électoral, ce mandataire financier est seul habilité à recueillir des dons en faveur de Pierre Laurent.

Coupon à signer et faire signer autour de vous et à retourner

Parti de Gauche 92 rue Bois des Vallées - 92350 Le Plessis-Robinson

Parti Communiste Français 56 rue Sadi-Carnot - 92000 Nanterre

www.ensembleagauche.fr

TÊTE DE LISTE HAUTS-DE-SEINE

PASCALE LE NÉOUANNIC

Conseillère régionale

AVEC LE SOUTIEN DE MARIE-GEORGE BUFFET, JEAN-LUC MÉLENCHON ET CHRISTIAN PICQUET

TÊTE DE LISTE ÎLE-DE-FRANCE

PIERRE LAURENT

Coordonateur national du PCF

ÉLECTIONS RÉGIONALES ÎLE-DE-FRANCE - 14 MARS 2010

UN VOTE UTILE FACE À LA CRISE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET DÉMOCRATIQUE



Le premier tour des élections régionales se tiendra le 14 mars prochain. C'est un scrutin très important pour notre région.

Ce sera d'abord l'occasion de porter un coup d'arrêt à la politique menée par Sarkozy et la droite au pouvoir. Cette politique c'est toujours plus de cadeaux aux plus fortunés, au Medef, aux entreprises au détriment des populations. Les résultats, on peut les voir tous les jours : les inégalités se creusent, le chômage ne cesse de progresser, les salaires demeurent bloqués, les services publics sont attaqués, les collectivités locales étranglées et maintenant de très graves menaces pèsent sur les retraites.

Pendant ce temps, les profits, eux, grimpent. La sanction s'impose !

Avec **Pierre Laurent** qui conduit la liste régionale «**Ensemble pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes**», avec les hommes et les femmes, élus, syndicalistes, militants politiques, associatifs, jeunes qui composent la liste que je conduis dans les Hauts-de-Seine, nous entendons **nous opposer frontalement aux ambitions de la droite et aux mauvais coups qu'elle prépare** pour les semaines qui viennent, notamment, je le redis,

dans notre département nous vivons au quotidien les choix d'une droite arrogante et méprisante.

C'est cette droite qui au Conseil général supprime la subvention de 900 000 € à l'université publique de Nanterre, les bourses sur critères sociaux et vient d'annoncer la disparition du dispositif d'aide à la lecture pour les élèves en difficulté. Ce sont en fait toutes les politiques de solidarité qui sont mises à la diète dans notre département, pourtant l'un des plus riches de France... C'est toujours cette même droite qui cautionne la **destruction d'un millier de logements du parc social étudiant** à la résidence universitaire Jean-Zay à Antony.

Combatifs contre la droite donc. Combatifs contre toutes les inégalités sociales, territoriales et environnementales. Mais aussi, et c'est la seconde raison, nous voulons **être porteurs d'un nouvel espoir à gauche**. Car si la majorité sortante du Conseil régional n'a pas été inactive –souvent à l'initiative de notre groupe comme pour la mise en place d'une tarification sociale dans les transports- elle n'a pas suffisamment inscrit sa politique pour changer les règles du jeu, en restant trop soumise au dogme de la libre concurrence

et n'a pas su –ou voulu- s'appuyer sur les mobilisations populaires. Or, face au projet de la droite qui aggrave la crise qui touche violemment les populations, **nous avons besoin d'une gauche qui sorte de la logique des petits arrangements avec le système productiviste et libéral... Une gauche de combat !**

Nous entendons en effet gagner, ici, en Ile-de-France de nouveaux droits pour les habitants comme pour les salariés et développer **de nouveaux projets pour améliorer la vie de tous**.

Et d'abord l'emploi, car dans notre région où tant de richesses sont produites, il n'est pas acceptable qu'elles ne profitent pas à tous. Ces richesses doivent participer d'un **développement économique partagé au service de l'emploi**. En ce domaine la Région peut faire beaucoup, comme elle peut faire plus pour le logement social, les transports collectifs et faire le pari de l'éducation et de la formation en valorisant le service public.

Comme conseillère régionale sortante, avec Gabriel Massou et Claire Villiers, j'ai l'expérience de ces combats et des projets utiles, concrets, pour mieux vivre ensemble au quotidien.

Les hommes et les femmes qui m'accompagnent sont, comme vous, en révolte, en résistance et aspirent à une société respectueuse, solidaire. Ils partagent les mêmes ambitions pour notre région et la même **envie de s'investir pour son avenir**. Dans leur diversité, ils incarnent **une gauche résolument à gauche**, qui résiste et qui propose, une gauche de transformation sociale et écologique, en lien avec les mobilisations sociales des habitant-e-s des quartiers, des salarié-e-s des entreprises, des associations. Une gauche résolue à agir.

Face à la droite et son projet de Grand Paris, projet inégalitaire, ségrégatif et antidémocratique, notre liste de rassemblement porte un projet coopératif. Ensemble, en votant et en faisant **voter le 14 mars prochain pour la liste conduite par Pierre Laurent**, mobilisons-nous pour construire **une région solidaire, écologique et citoyenne, une région clairement à gauche...** Et ainsi, le 21 mars, au second tour, tous ensemble nous participerons à faire gagner la Gauche.

Pascale le Néouannic

Conseillère régionale Parti de Gauche
Tête de liste dans les Hauts-de-Seine

Par **Pierre Laurent**

Construire une alternative à la politique du gouvernement

«*Valérie Pécresse, celle qui s'est attaquée violemment à l'université et à la recherche, est en service commandé par le président. En quelque sorte, nous faisons face à Sarkozy en direct dans notre région.*

L'objectif de cette droite arrogante : mettre la main sur une région représentant 29 % de la richesse nationale, soit l'équivalent de toutes les richesses créées dans un pays comme l'Inde.

A l'opposé, notre liste s'engage pour une tout autre utilisation de l'argent : la satisfaction des besoins populaires contre les exigences de la finance.

Ainsi à propos d'un des grands scandales de la région, la situation du logement et particulièrement celle du logement social, nous avons des propositions novatrices, autant d'espaces de luttes pour résoudre la crise actuelle.

Nous voulons faire émerger à gauche une énergie nouvelle pour une gauche offensive. La cohérence du projet du Front de gauche élaboré à partir des attentes de la population et des salariés, une visée ambitieuse pour notre région, l'engagement des acteurs sociaux construisent le succès de la liste. Le collectif et la diversité sont les forces de notre campagne. Nous partons à la bataille avec beaucoup de confiance.

